

JAVEL
HISTOIRE POLITIQUE D'UN QUARTIER DE PARIS
SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Article extrait de la revue *Recherches contemporaines*, n°1, 1993.

Jean EL GAMMAL

A bien des égards, l'histoire politique de la capitale demeure un domaine insuffisamment exploré. Des travaux récents lui ont certes été consacrés, mais en dehors de la thèse de sociologie de Louis Giard sur les élections à Paris sous la Troisième République, de la thèse de sciences politiques de Michel Offerlé sur les socialistes au Conseil municipal et, à l'échelle d'un quartier, dans une optique plus large, de l'étude de Gérard Jacquemet sur Belleville¹, il est peu d'ouvrages qui mettent l'accent sur les modalités précises de l'exercice de la vie publique dans le cadre parisien. On se propose ici d'étudier, pour l'ensemble de la Troisième République, un quartier du quinzième arrondissement, celui de Javel, connu surtout pour la place qu'y ont tenue, à partir de la première guerre mondiale, les usines Citroën, à présent disparues, et sur l'emplacement desquelles a été aménagé un parc spectaculaire. Du passé populaire de ce quartier qui, comme d'autres – plus encore, sans doute – a beaucoup changé, il reste peu de traces. Une approche politique est peut-être à même d'en éclairer certains aspects, ne serait-ce qu'en étudiant le rôle et la place de personnalités qui ont donné leurs noms à une simple rue – le blanquiste Emmanuel Chauvière, qui fut le parlementaire le plus connu du quartier – ou à une place et une station de métro – le député communiste Charles Michels, fusillé à Châteaubriant.

¹. *Belleville au dix-neuvième siècle*, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales – Jean Touzot, 1984. Les autres références apparaîtront plus loin. A l'échelle d'un arrondissement, pour une période plus brève, signalons le mémoire de maîtrise d'Eva Boumendil, *La vie politique de quartier dans le 18^e arrondissement de Paris entre 1881 et 1914*, sous la direction de Jean El Gammal et Ronald Hubscher, Université de Paris X - Nanterre, 1992.

Un espace politique excentré

Lorsque fut proclamée la Troisième République, Javel était un ancien hameau – connu pour son moulin, la manufacture de produits chimiques du comte d'Artois et l'eau qui y fut produite – devenu quartier très pauvre et encore peu peuplé, récemment rattaché à la capitale après avoir longtemps dépendu de la commune d'Issy¹. Les activités industrielles y étaient encore fort limitées, alors qu'elles s'étaient développées dans le quartier voisin de Grenelle, avec Derosne et Cail. De petits ateliers voisinaient avec de modestes commerces et de multiples jardins maraîchers, et les chiffonniers étaient nombreux au bord de la Seine, où un port venait, par ailleurs, d'être installé.

En dépit de ces caractères à bien des égards péri-urbains, l'identité politique du quartier n'en était pas moins assez marquée, si l'on en juge d'après le succès des candidats républicains de gauche, voire d'extrême-gauche. Le maire du quinzième arrondissement, Anthime Corbon, nommé après le 4 Septembre et élu en novembre – face à Victor Hugo – était certes un modéré, ancien représentant à l'Assemblée constituante de 1848². Mais en février 1871, toujours dans l'ensemble du quinzième arrondissement, Garibaldi, Hugo, Gambetta, Louis Blanc, Rochefort et Félix Pyat arrivèrent en tête. Sous la Commune, l'arrondissement – il est difficile d'apprécier précisément l'orientation du quartier durant cette période³ – désigna Victor Clément, Jules Vallès et Camille Langevin. Après le choix d'un conseiller municipal éphémère et effacé, Léon Thomas, Javel contribua au succès de Barodet, en mai 1873⁴ et lors des élections municipales de 1874, donna la majorité de ses voix au journaliste radical Castagnary⁵.

Ami de Courbet, rédacteur au *Siècle*, il avait mis l'accent, au cours de sa campagne, sur la nécessité de fonder la République, de lever l'état de siège et

¹. Voir Xavier Joubert, *Vaugirard et Grenelle au fil des siècles. Histoire du quinzième arrondissement*. Paris, SPIG, 1960, p. 150-153 et Dominique Leborgne, *Vie et histoire du quinzième arrondissement de Paris*, Paris, Hervas, 1986, p. 46-47 : selon cet auteur, le hameau ne comptait que 75 habitants en 1845. Toujours est-il que la population, pour être modeste à l'échelle parisienne, connut une forte croissance par la suite : 6889 habitants en 1861, 9531 en 1872 et 13143 en 1881. Voir les *Résultats statistiques du dénombrement de 1881 pour la ville de Paris*, Paris, Imprimerie municipale, 1884, p. 75, 261 et 275.

². Voir Dominique Leborgne, *op. cit.*, p. 53 et *Dictionnaire des parlementaires français*, de Robert et Cougny, t. II, p. 179.

³. Il semble qu'il ne s'y trouva qu'un seul club, dans l'église Saint-Christophe : voir la carte p. 164-165 dans *La Commune de 1871*, sous la direction de Jean Bruhat, Jean Dautry et Emile Tersen, Paris, Editions sociales, 1970.

⁴. Voir Louis Giard, *Les élections à Paris sous la Troisième République*, Dakar, 1966, t. I, p. 261. A Javel, qui comptait alors seulement 1882 électeurs, Barodet a obtenu 47 % des suffrages, contre 17,7 % à Rémusat ; seul, dans l'arrondissement, le quartier de Grenelle a été plus favorable au candidat radical.

⁵. On peut trouver les résultats détaillés des scrutins municipaux dans les différentes livraisons de *Nos édiles*, d'Ernest Gay, Paris, éd. de *La Nouvelle Revue illustrée* (édition de 1895, par exemple).

d'assurer l'instruction. Etranger au quartier, il s'en était tenu à des considérations locales succinctes :

"Les quartiers annexés, oubliés dans les travaux d'amélioration, supportent des charges excessives, sans participer à aucun avantage. Il est temps de faire cesser une aussi choquante inégalité. Si vous me choisissez comme votre représentant au Conseil, je poursuivrai la réparation de ces abus, en même temps que je me ferai l'organe de vos légitimes revendications en ce qui touche l'extension du port de Javel et le maintien du chemin de fer métropolitain comme chemin de fer d'intérêt local."¹

Castagnary ne représenta le quartier que pendant moins de cinq ans. En effet, très lié à Gambetta, l'année qui suivit sa réélection, c'est-à-dire en 1879, il fut nommé conseiller d'Etat. Son successeur, l'ancien membre de la Commune Alphonse Humbert, peu après son retour de Nouvelle-Calédonie, fut élu comme candidat de l'amnistie plénière, mais ne détint qu'un éphémère mandat à Javel². Un candidat radical moins marqué à gauche, Curé, adjoint au maire de l'arrondissement, battit en 1881 l'ancien communard Eugène Faillet³, et fut deux fois réélu.

Le fief d'Emmanuel Chauvière, blanquiste très actif

C'est pourquoi le socialisme blanquiste ne s'imposa qu'à l'issue d'un long processus dans le quartier devenu plus ouvrier⁴, en la personne d'Emmanuel Chauvière. Né en août 1850 en Belgique de parents français, ancien opposant à l'Empire, déjà blanquiste en 1868, il avait pris part à l'attaque de la caserne des pompiers de La Villette en août 1870. Il fut d'ailleurs fréquemment accusé à tort lors de ses campagnes électorales, notamment par Laguerre et Rochefort, d'avoir tué un pompier en cette occasion. Membre de la Commune, plusieurs fois condamné pour des raisons politiques, Chauvière était devenu employé à l'Imprimerie nationale après l'amnistie de 1880 et avait été l'un des premiers

¹. *La République française*, 26 novembre 1874 (coupure de presse in dossier Castagnary, A.P.P., BA 1001).

². En revanche, il fut par la suite conseiller municipal de Grenelle, de 1886 à 1894, président du Conseil municipal en 1893-1894 et député du quinzième arrondissement, de 1893 à 1902 : voir, par exemple, le *Dictionnaire des parlementaires français* sous la direction de Jean Jolly, Paris, PUF, t. VI, 1970, p. 1979-1980. Une place porte son nom depuis 1931 : voir Jacques Hillairet, *Dictionnaire historique des rues de Paris*, Paris, Editions de Minuit, 1963, t. I, p. 76. La rue Emmanuel Chauvière date quant à elle de 1924 (*ibid.*, p. 475).

³. Celui-ci avait milité dans l'arrondissement à la fin du Second Empire. Par la suite, il s'implanta dans le quartier de l'Hôpital Saint-Louis, qu'il représenta au Conseil municipal de 1886 à 1912 : voir le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, t. 12, p. 158.

⁴. En 1886, il s'agissait de l'un des dix quartiers de Paris où le pourcentage des ouvriers était compris entre 45 et 51 % : voir Bernard Marchand, *Paris. Histoire d'une ville XIX-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1993, carte p. 131.

militants du Comité révolutionnaire central à compter de juillet 1881¹. D'ailleurs, un autre militant blanquiste, l'ancien représentant Frédéric Cournet, se présenta lors des élections législatives dans l'arrondissement, sans inquiéter le député sortant, le radical Eugène Farcy².

Candidat aux élections municipales contre Curé en mai 1884³ – et, par ailleurs, aux élections législatives de 1885 sur la liste fédérative socialiste et celle du *Cri du Peuple*, patronnée par Vaillant⁴ – Chauvière mena une campagne active en 1887 et ne fut devancé que d'une voix par le conseiller sortant, si bien que l'élection fut annulée. Mais le scrutin partiel de 1888 n'eut lieu qu'un an après les élections municipales générales.

Au cours d'une réunion présidée par Edouard Vaillant, dans le préau de l'école de la rue Lacordaire, Curé eut le plus grand mal à s'exprimer. Il se vit reprocher d'avoir voté une allocation aux frères de Saint-Jean de Dieu – il fit valoir que ceux-ci secouraient, parmi les pauvres, de nombreux républicains – et Chauvière lui tint grief d'avoir affirmé que "lui Chauvière payait à boire aux chiffonniers de l'île des Singes pour obtenir leurs voix"⁵. Quelques jours plus tard, salle Lenoir, rue des Entrepreneurs, le comité de Curé avait organisé une réunion, mais les blanquistes, venus en nombre, s'emparèrent du bureau présidé par un certain Daniel, dont nous reparlerons. Le conseiller sortant commit l'erreur de commencer son intervention par l'évocation de son mandat prolongé. Il campa aussi Chauvière en farouche révolutionnaire. Rapidement, la réunion devint tumultueuse, et la candidature de Chauvière rallia la majorité des présents⁶. Il l'emporta nettement lors du scrutin municipal partiel, le 5 mai 1888, avec plus de deux cents voix d'avance.

Comme les autres quartiers populaires, Javel manifesta son opposition au gouvernement, sinon au régime, lors de la crise boulangiste. En janvier 1889, il accorda la majorité absolue à l'ancien ministre de la Guerre et, au mois de septembre, Georges Laguerre, député sortant du Vaucluse, l'un des principaux boulangistes de gauche, fut élu triomphalement dans la deuxième circonscription du quinzième arrondissement, qui comprenait aussi le quartier de Saint-Lambert. A cette occasion, Chauvière avait été nettement devancé, non

¹. Voir le dictionnaire Jolly, t. III, p. 1016, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, t. 11, p. 190-192 et les dossiers BA 911 et 921 des A.P.P. On relève aussi quelques indications dans le livre de Patrick H. Hutton, *The Cult of the Revolutionary Tradition. The Blanquists in French Politics 1864-1893*, University of California Press, 1981, p. 134-136.

². Voir Archives de la préfecture de Police (A.P.P.), BA 599. Cournet avait inscrit sur ses bulletins : "Ancien représentant du peuple, démissionnaire en 1871 – Ancien membre de la commune de Paris".

³. Deux de ses affiches sont reproduites par Michel Offerlé dans sa thèse, *Les socialistes et Paris (1881-1900). Des communards aux conseillers municipaux*, Université de Paris I, 1979, p. 587. Il obtint 645 voix sur 2595 inscrits.

⁴. Voir le *Dictionnaire biographique* cité, p. 191.

⁵. A.P.P., BA 1515 (blanquistes), rapport de police du 30 avril 1888 (réunion du 29). L' "île des Singes" désigne l'île des Cygnes : voir Henry Poulaille, *Le Pain quotidien*, réédition citée *infra*, p. 147.

⁶. *Ibid.*, 2 mai 1888 (réunion du 1er).

seulement par Laguerre, mais par Alphonse Humbert¹. Mais, en partie grâce aux efforts de Jean-Louis Daniel, les blanquistes avaient renforcé leur implantation.

A ce propos, il convient de revenir quelque peu en arrière. Selon deux rapports de police du milieu des années 1880, un premier comité révolutionnaire avait été créé à Javel en 1878, avant de se désorganiser à la fin de 1881. Ses membres se seraient divisés entre anarchistes, socialistes et blanquistes. De ces derniers, à l'échelle locale, Daniel aurait rapidement pris la tête. "Froid et autoritaire [...], fanatique, et de l'espèce la plus dangereuse, car il n'est pas exalté", il aurait été, selon l'auteur anonyme du second rapport, l'"âme du comité électoral" de Chauvière, et cherchait à "faire de Javel ce que les blanquistes font de Belleville : [...] il est incontestable que c'est grâce à lui si les blanquistes sont en majorité parmi les révolutionnaires du 15e"². Pendant la crise boulangiste, qui, on le sait, provoqua une scission chez les blanquistes³, l'attitude de Daniel fut curieuse : il combattit longtemps le boulangisme, puis se prononça pour la réélection des invalidés, dont Laguerre, avant de se porter en vain candidat à Grenelle aux élections municipales de 1890 au nom du Comité central révolutionnaire de Granger⁴.

Lors de ce même scrutin, Chauvière retrouva aisément son mandat. Il tira ensuite parti de la conjoncture favorable du début des années 1890, marquée par le reflux du boulangisme et les progrès du socialisme, pour accéder à la députation. Face à Georges Laguerre, il adopta un ton offensif, l'accusant de quérir les voix de la réaction après avoir soutenu de multiples opinions et protestant contre les calomnies répandues pendant la campagne. Il obtint la condamnation en diffamation du député sortant, qui l'avait traité d'assassin à propos de l'affaire de La Villette. Chauvière, qui se déclarait "adversaire de la violence" à l'approche du deuxième tour, eut également soin de rassurer les électeurs de Javel :

"A mes amis qui craignent mon départ pour je ne sais où, je leur répète : J'avais promis de venir habiter le quartier de Javel, ne l'ai-je pas fait ? J'avais promis d'être au milieu de vous, de vous recevoir, de vous aider, de vous rendre toujours et en public compte de mon mandat. Ne l'ai-je pas fait ? **Je vous promets d'habiter toujours ici où je suis né à la vie politique et municipale. Rien ne sera changé pour vous.** Je vous défendrai même avec plus de puissance et d'autorité ;

¹. Voir Louis Giard, *op. cit.*, p. 263-264, la notice de Chauvière dans le *Dictionnaire Jolly*, t. III, p. 1016 et A.P.P., BA 638. Lors d'une réunion présidée par Daniel, rue des Entrepreneurs, le 14 septembre 1889, Chauvière, selon un rapport du 15, "protes[a] contre l'épithète de boulangiste que certains électeurs lui [avaient] prêtée. Ne voulant pas de maître, dit-il, je n'ai jamais été boulangiste et ne le serai jamais". Ajoutons que dans la circonscription voisine, les électeurs ne furent pas plus sensibles à ce langage : Eugène Farcy, devenu boulangiste, fut réélu.

². A.P.P., BA 1025, dossier Daniel, rapports des 3 janvier 1884 et 19 juin 1885.

³. Voir par exemple Jolyon Howorth, *Edouard Vaillant. La création de l'unité socialiste en France*, Paris, E.D.I.-Syros, 1982, p. 62-64.

⁴. A.P.P., BA 1015, notamment rapport du 23 avril 1890.

les hautes portes des ministères s'ouvriraient devant vous, et vous pourriez y traiter victorieusement les grandes questions qui ne devraient regarder que le Conseil municipal, mais que pour les besoins d'une politique autoritaire on a réservées au gouvernement : emprunts, grandes opérations de voirie, abattoirs, halles centrales, tramways, passages à niveau des chemins de fer, bourses du travail, syndicats professionnels, bureaux de poste locaux, etc."

Quelque peu méprisant, Laguerre écrivit de Chauvière, qui faisait, il est vrai, miroiter à ses électeurs d'étonnantes perspectives : "Il veut franchir les «HAUTES PORTES DES MINISTÈRES» sans avouer qu'il n'y serait heureusement, qu'un solliciteur impuissant et dédaigné". Il lui reprochait surtout de dissimuler ses idées et assurait qu'il était inutile d'envoyer à la Chambre des révolutionnaires¹. Mais sans doute discrédité par ses revirements – il se présentait alors comme républicain libéral – et desservi par sa faible implantation, Laguerre fut nettement battu, par 3707 voix contre 2917.

Député, Chauvière abandonna son mandat municipal, qui échut, contre le candidat blanquiste officiel, l'entrepreneur de démolitions Justin Poiry, à Jean-Louis Daniel, après une campagne agitée². Ce revers, confirmé lors des élections municipales générales, en 1896³, ne semble pas avoir affecté outre mesure Chauvière qui manifestait une certaine désinvolture à l'égard de la ligne et de l'organisation blanquistes – il ne payait pas ses cotisations, prétextant les frais occasionnés par son élection – et s'appuyait sur un imposant comité à sa dévotion, ainsi que sur la Chevalerie du Travail, dont il avait été l'introduit dans l'arrondissement avec Poiry⁴. Sa situation dans l'arrondissement et ses liens avec Vaillant le préservèrent d'éventuelles sanctions⁵.

Très présent dans sa circonscription où il tint, conformément à ses engagements, de multiples réunions et comptes rendus de mandat⁶, il ne subit

¹. Affiches électorales de Chauvière et Laguerre, A.P.P., BA 647.

². Voir in A.P.P., BA 1015, de multiples rapports, notamment ceux des 16 décembre 1893 et 24 février 1894 ; voir aussi les commentaires de Michel Offerlé, *op. cit.*, p. 319-320.

³. Voir le dossier cité : Poiry fut écrasé par Daniel, il est vrai soutenu par *La Petite République*, alors que Chauvière avait suscité de multiples candidatures contre le conseiller sortant. Voir aussi A.P.P., BA 912 : Chauvière reprochait à Daniel de faire le jeu des cléricaux et protestait contre les accusations d'indélicatesse formulées contre lui à propos du dispensaire du quartier (voir le rapport signé "Octave R." du 9 mai 1896).

⁴. Voir Maurice Dommanget, *La Chevalerie du travail française*, Genève, Rencontre, 1968, p. 248-251 (l'auteur se trompe au sujet de l'élection de 1894, qu'il présente comme remportée par Poiry). Chauvière quitta la Chevalerie en août 1896 : voir rapport "Boy" du 18 août 1896, A.P.P., BA 912.

⁵. Voir le dossier BA 1515 et Jean-Paul Brunet, "Les blanquistes parisiens dans la dernière décennie du XIXe siècle", in Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle, *Blanqui et les blanquistes*, Paris, SEDES, 1986, p. 219-220. Alors que, selon un informateur de la police, il n'y avait guère à Paris que 5 à 600 blanquistes militants, en janvier 1895, deux délégués du comité de Javel prétendirent qu'il regroupait plus de 600 adhérents.

⁶. Voir les très nombreux rapports du carton BA 912 des A.P.P.

aucun échec électoral jusqu'à sa mort, en 1910¹, alors qu'une nouvelle péripétie municipale eut lieu en 1900 : Justin Poiry prit sa revanche sur Daniel, qui, blanquiste rochefortiste, avait en partie versé dans le nationalisme : son comité reprochait d'ailleurs à Poiry son origine belge et sa naturalisation tardive. En dépit du bilan local dont il se prévalait, concernant notamment le percement des rues, les lignes de tramway et les écoles², Daniel fut battu, ce qui peut paraître paradoxal, lors d'un scrutin marqué par la poussée nationaliste... Javel fut le seul quartier, avec la Folie-Méricourt³, qui bascula de "droite" à "gauche" – encore qu'il se fût agi dans les deux cas de blanquistes. En 1902, le nationaliste Georges Thiébaud, candidat gyrovague sans cesse à la recherche d'un succès électoral, échoua d'ailleurs contre Chauvière, en dépit ou à cause d'une violente campagne : il accusait entre autres le député sortant de "transforme[r] Javel en province belge"⁴.

Avec Chauvière et Poiry, l'identité de gauche du quartier, qui est décrit de façon évocatrice, y compris d'un point de vue politique, dans les mémoires romancées d'Henry Poulaille⁵, fut renforcée, encore que la situation de Javel ait quelque peu évolué.

Une transition politique : de l'avant-guerre au temps des usines Citroën

En effet, après les premiers succès socialistes, il avait connu des changements liés à une industrialisation encore peu spectaculaire⁶, à l'accroissement démographique et aussi à une certaine diversification sociale⁷ et

1. Cependant, sa situation électorale s'était affaiblie : il ne triompha qu'au second tour du radical Chérioux, conseiller municipal du quartier Saint-Lambert, et de Bertrand d'Aramon, conservateur se donnant pour républicain. Il est vrai que sa santé s'était détériorée et qu'il avait eu des difficultés avec la Fédération de la Seine du Parti socialiste : voir les rapports sur la campagne électorale dans le dossier BA 912. Ajoutons que l'on avait reproché à Chauvière – qui s'en défendit – de s'être montré peu actif lors des inondations – décrites par Régis Ladous, ouvrage cité *infra*, p. 305-306 – du début de l'année.

2. Voir BA 1015, rapports, proclamation de Daniel (4 p.) et affiches.

3. Voir Valérie Szylowicz, *Le Conseil municipal de 1900 à 1904*, mémoire de maîtrise, Université de Paris X - Nanterre, sous la direction de Ronald Hubscher et Jean El Gammal, 1992, p. 69.

4. Affiche, A.P.P., BA 215.

5. Notamment *Le Pain quotidien* (Paris, Valois, 1931, réédition Stock, 1980 ; évocation haute en couleurs d'une réunion dans le préau de l'école de la rue Lacordaire, lors de la campagne de 1906 : réédition citée, p. 335-347) et *Les Damnés de la terre* (Paris, Grasset, 1935 ; p. 177-181, visite d'un militant désabusé à Chauvière vieillissant, "dans son petit logement de la rue Félix Faure"). Sur l'écrivain, qui passa sa jeunesse dans le quartier et dut gagner sa vie à l'âge de quatorze ans, à la mort de son père, voir, sous l'angle ici retenu, Thierry Maucourt, *Henry Poulaille*, Paris, Manya, 1992.

6. Voir la description de Javel en 1900 fournie par Xavier Joubert, *op. cit.*, p. 154-155. Il reste que le port joua un rôle certain : voir Bernard Marchand, *op. cit.*, p. 127.

7. Voir Dominique Leborgne, *op. cit.*, p. 57, qui souligne qu'au tournant du siècle, des représentants des classes moyennes commencèrent à habiter le quartier. La population restait toutefois, dans l'ensemble, très modeste : voir les intéressantes précisions apportées à ce sujet, et à propos de la situation religieuse du quartier, qui n'eut longtemps pas de véritable église, par Régis Ladous, dans *Monsieur Portal et les siens*, Paris, Cerf, 1985 (notamment p. 289-294, à propos d'une garderie, qui donna par la suite naissance dans le quartier à une œuvre puis à une communauté ; à

à un meilleur équipement en matière de voies de communications (avec la rue de la Convention, achevée en 1897, par exemple)¹. La femme d'Emmanuel Chauvière, Maria, y contribua aussi pour sa part, notamment par la création d'une crèche municipale, qui existe encore, avenue Félix Faure, et de bains populaires².

Du reste, Poiry, devenu républicain socialiste, se réclama, pendant la campagne municipale de 1912, de cet héritage, pour taxer d'ambition purement politicienne le candidat de la SFIO, Arthur Levasseur. Il est vrai que la situation politique était devenue plus complexe. En effet, Bertrand d'Aramon, battu par Chauvière en mai 1906 et mai 1910, était parvenu, en tirant parti des dissensions entre radicaux et socialistes, à enlever à la gauche – représentée par Francis de Pressensé après le retrait du radical Chérioux – la deuxième circonscription du quinzième arrondissement lors de l'élection partielle du 17 juillet 1910³. Les partisans d'un candidat socialiste révolutionnaire, Boucheron – qu'il ne faut pas confondre avec le futur député du quinzième arrondissement – accusèrent Poiry d'être l'homme des radicaux, resté passif face à Bertrand d'Aramon et de plus peu actif dans le quartier⁴. Cela n'empêcha pas la réélection de Poiry. En revanche, Bertrand d'Aramon, qui fit une campagne virulente en faveur de la loi de trois ans, pour la représentation proportionnelle, contre l'"inquisition fiscale" – c'est-à-dire l'impôt sur le revenu – et "l'internationalisme criminel"⁵, fut battu en mai 1914 par le socialiste Arthur Levasseur⁶.

Pendant la guerre, la vie du quartier fut marquée par l'implantation, en 1915, de l'usine d'obus d'André Citroën, qui avait dirigé auparavant les usines

l'origine de ces initiatives, conduites avec le souci de ne pas heurter une population anticléricale, voire antireligieuse, était Blanche Gallice, veuve d'un riche négociant venue s'installer à Javel).

¹. Sur les artères du quartier au début du siècle, on trouve quelques indications dans le guide succinct du marquis de Rochemont, *Promenades dans toutes les rues de Paris par arrondissements – XVe arrondissement*, Paris, Hachette, 1910. Après la rue de la Convention, furent achevées la rue Balard et l'avenue Emile Zola. En matière de logement social, les changements furent beaucoup plus limités ; il n'y eut guère de constructions d'habitations à bon marché avant la guerre : voir Marie-Jeanne Dumont, *La Fondation Rothschild et les premières habitations à bon marché de Paris (1900-1925)*, rapport du ministère de l'Urbanisme et du Logement, 1984 et *Le logement social à Paris 1850-1930*, Liège, Mardaga, 1991. L'auteur signale très peu de constructions situées à Javel.

². Sur Maria Chauvière, qui mourut en août 1909, voir A.P.P., BA 912. Elle avait aussi créé dans les Vosges, à Fouchécourt, dans un ancien château des ducs d'Harcourt, un sanatorium : il y eut à ce sujet des polémiques, entretenues notamment par *L'Intransigeant* et *La Libre Parole* lors de la campagne de 1902.

³. Voir Dictionnaire Jolly, t. I, p. 388 (oublie l'échec de 1906 : sur ce point, voir, outre les pages citées du *Pain quotidien* d'Henry Poulaille, la notice d'Emmanuel Chauvière ; sur l'élection partielle, voir A.P.P., BA 238).

⁴. Pour la campagne municipale de 1912, voir A.P.P., BA 1458.

⁵. Voir Archives de Paris, D3 M2 10, affiche "Simple réponse", entre les deux tours. Le député sortant se présente comme un républicain d'union, essayant une fois encore de jouer sur les frictions locales entre radicaux et socialistes. A l'approche du premier tour, il avait été beaucoup plus agressif à l'égard du radical Chérioux et du républicain socialiste Létrillard.

⁶. Sur les élections de 1910 et 1914, voir les commentaires de Louis Giard, *op. cit.*, p. 265.

Mors, rue du Théâtre¹. Par la suite, l'entreprise, reconvertie dans la fabrication des automobiles et dotée d'importants services sociaux, prit une part croissante dans la vie du quartier. L'industrialisation sensiblement accrue de ce dernier – d'où de nombreux chiffonniers partirent² – renforça probablement l'ancrage à gauche, mais, d'un point de vue politique, il est difficile d'établir une corrélation rigoureuse, d'autant que Javel avait déjà une tradition bien ancrée et que – nous y reviendrons plus loin – l'implantation communiste dans les usines Citroën, était limitée. De plus, la popularité personnelle des candidats jouait, lors des élections municipales : Justin Poiry, alors proche des radicaux, représenta le quartier jusqu'en 1925.

Quant aux scrutins législatifs, ils ne sont pas aussi faciles à interpréter, dans les années qui suivent la guerre, car ceux de 1919 et 1924 ont lieu au scrutin de liste. Le quinzième arrondissement dans son ensemble fait partie de la troisième circonscription (avec les 5e, 6e, 7e, 13e, 14e et 16e arrondissements) où Arthur Levasseur est réélu, en 10e position. Il l'est aussi dans la même 3e circonscription de la Seine, en 5e position³. Il est à noter, cependant, que lors des premières élections législatives d'après-guerre, Javel est le seul quartier du quinzième arrondissement où le Bloc national (18,7 % des inscrits) est devancé par la S.F.I.O. (21,2 %). En 1924, les listes du cartel sont talonnées, à Javel et Grenelle, par celles de la SFIC⁴.

La poussée communiste et ses limites

L'année suivante, un employé d'assurances communiste, Louis Duteil⁵, succède à Poiry – qui ne se représentait pas, mais que son fils cherchera en vain à remplacer – en l'emportant de peu sur le républicain socialiste Linck, soutenu par Levasseur. A son tour, Duteil, qui n'avait bénéficié d'aucun soutien de la cellule communiste des usines Citroën de Javel⁶, s'implante dans le quartier.

¹. Voir Xavier Joubert, *op. cit.*, p. 212 et surtout Jacques Wolgensinger, *André Citroën*, Paris, Flammarion, 1991, p. 93-94 et Sylvie Schweitzer, *André Citroën – 1872-1935 – Le risque et le défi*, Paris, Fayard, 1992, p. 148 et suiv.

². Voir Régis Ladous, *op. cit.*, p. 290-291.

³. Voir Patrick Chamouard et Georges Weill, *Députés et sénateurs de la région parisienne de 1848 à 1984*, Archives départementales des Hauts-de-Seine, 1985, p. 170-171.

⁴. Voir Louis Giard, *op. cit.*, p. 265-266. Les pourcentages, à Javel, sont les suivants : Cartel, 29,8 % des inscrits ; SFIC, 27,2 % ; Bloc national, 16,8 %.

⁵. A son sujet, voir Edouard Combes, *Le Conseil municipal – Nos édiles*, Paris, La Cité, édition 1935-1941, p. 215-216 et *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, t. 26, p. 294 (notice due à Justinien Raymond).

⁶. Voir Sylvie Schweitzer, *Des engrenages à la chaîne. Les usines Citroën 1915-1935*, Presses universitaires de Lyon, 1982, p. 139. La création de la cellule 410 remontait au printemps 1924. En 1926-1928, elle ne comptait qu'une cinquantaine d'adhérents – dont 30 à 45 assidus aux réunions – pour 7 à 8000 salariés.

En revanche, la situation est plus complexe à l'échelle de la représentation législative. En effet, les élections de 1928 marquent le retour au scrutin d'arrondissement, mais le quartier de Javel, pour la première fois, est divisé : dans la première circonscription, se trouve, outre le quartier Saint-Lambert, la partie de Javel située du côté impair des rues de la Rosière, de Lourmel et de la fin de l'avenue Félix Faure¹. La troisième circonscription comprend une partie de Grenelle et l'espace situé côté pair des rues mentionnées. La première circonscription, moins populaire mais plus peuplée, revient à Bertrand d'Aramon, qui ne s'était pas représenté en 1919 et 1924. La troisième, nettement ouvrière, est enlevée par le radical indépendant Georges Boucheron². Peut-être un tel résultat est-il à mettre en rapport avec le mouvement vers le centre droit qui caractérise cette période, pendant l'union nationale. L'intransigeance de la SFIC³, dans le cadre de la tactique classe contre classe, a également contribué à ce glissement. Toujours est-il qu'en 1932, lors d'un scrutin qui correspond à un retour du balancier vers la gauche, les deux députés sortant demeurent en place. Il est à noter que l'un des adversaires de Georges Boucheron fut Pierre-Jean, dit Jean-Pierre Timbaud, fondateur d'art rue Olivier-de-Serres, chez Rudier, militant communiste particulièrement actif dans l'arrondissement, qui était devenu en 1931 secrétaire du syndicat unitaire des Métaux de la région parisienne et dirigea une importante grève chez Citroën en mars-avril 1933⁴.

Quant à Louis Duteil, il avait été réélu en 1929 avec une majorité élargie, face au candidat d'union nationale, André⁵. Mais peu après, il fut exclu du Parti communiste pour avoir participé à un voyage d'études en Hongrie, dont le régime était qualifié de fasciste par la direction. Cet épisode s'inscrit dans l'histoire complexe de la SFIC. Louis Duteil adhéra ensuite au Parti ouvrier et paysan, puis au Parti d'union prolétarienne, animé notamment par Louis

1. Voir Patrick Chamouard et Georges Weill, *op. cit.*, p. 173.

2. Voir le Dictionnaire Jolly, t. II, p. 689 (mais sa notice est fort mince).

3. Louis Giard, *op. cit.*, p. 266, le souligne à propos de Javel.

4. Voir Sylvie Schweitzer, *Des engrenages à la chaîne*, *op. cit.*, p. 160-166 et le livre-hommage de Lucien Monjauvis – député de la deuxième circonscription du XIII^e arrondissement de 1932, qui avait accompagné une délégation ouvrière chez le ministre du travail François-Albert pendant la grève – *Jean-Pierre Timbaud*, Paris, Editions sociales, 1971, notamment p. 36-61. Pendant la grève, les effectifs de la C.G.T.U. passèrent de 100 à 150 à 1400 dans les usines de Javel, mais la reprise en main consécutive entraîna un reflux (il resta environ 1000 militants) et dans l'ensemble, le Parti communiste et la CGTU demeurèrent assez isolés dans l'entreprise : voir Sylvie Schweitzer, *op. cit.*, p. 144, 165 et 169.

5. Sur sa campagne, voir Arch. Nat., F7 13264 (élections municipales de 1929), notamment deux notes du 1^{er} mars 1929 (conversation avec le conseiller sortant, qui semblait sûr de lui et des progrès du Parti communiste) et rapport du 29 mars sur la situation politique. Avant le second tour, se tinrent plusieurs réunions en faveur de Duteil, dont l'une, dans le préau des écoles de l'avenue Félix Faure, fut présidée par Marcel Cachin.

Sellier, conseiller municipal puis député de la goutte d'Or¹.

A l'approche du scrutin municipal de 1935, il entend bien incarner la tradition de gauche de Javel. Face à des candidats peu connus, comme le représentant de l'union nationale, Labbé, le jeune médecin Bernard Lafay – qui devint une des figures de la vie politique parisienne après 1944² – le socialiste André Babinger, né en 1875 et "fils d'anciens combattants de la Commune"³, ou très récemment arrivés dans le quartier, comme Charles Michels, secrétaire de la fédération des Cuir et Peaux de la CGT, né dans le 20^e arrondissement en 1903⁴, Louis Duteil, alors membre du groupe de l'unité ouvrière à l'Hôtel de Ville, fait diffuser une petite brochure mettant l'accent sur ses qualités de sérieux :

"En élisant Louis Duteil pour la troisième fois, le 5 mai prochain, les ouvriers et employés, petits commerçants, petits rentiers et retraités de Javel, maintiendront à l'Hôtel de Ville un homme qui n'est pas seulement pour eux le meilleur des conseillers municipaux possible mais qui est aussi l'un des plus utiles défenseurs des locataires et contribuables, petits et moyens, et de la masse des usagers des services publics de Paris et du département de la Seine."

A l'appui de ces affirmations, Duteil affirme qu'il a voulu "faire de Javel un des quartiers les mieux aménagés de Paris" et insiste sur l'amélioration des transports, l'assainissement et l'éclairage électrique, ainsi que l'extension des espaces verts. Il assure de plus qu'il s'est efforcé de venir en aide aux chômeurs de Citroën. Ne faisant pas de promesses détaillées, il s'engage à continuer à

"consacrer tous [ses] efforts à l'embellissement de notre quartier, son aménagement harmonieux en fonction des dernières règles de l'urbanisme et surtout à défendre le budget municipal et les usagers des services publics contre les entreprises de la Finance, génératrice de misère, de fascisme et de dangers de guerre."⁵

Comme le montrent ces derniers mots, les thèmes du Front populaire sont présents. L'année suivante, la campagne des élections législatives, dans les deux circonscriptions où se trouve le quartier de Javel et dans l'ensemble de l'arrondissement, comme à Paris, est surtout marquée par une vigoureuse

¹. Voir la notice citée de Justinien Raymond, et, pour plus de précision – mais Duteil n'est mentionné qu'une seule fois – Michel Dreyfus, *Le P.C.F. : Crises et dissidences de 1920 à nos jours*, Bruxelles, Complexes, 1990, p. 34 et suiv.

². Voir Philippe Nivet, *Le Conseil municipal de Paris de 1944 à 1977*, thèse sous la direction de Antoine Prost, t. III, p. 170-173. Candidat de concentration républicaine, Bernard Lafay – qui avait créé plusieurs organisations philanthropiques dans l'arrondissement, et, à trente-deux ans, était déjà "président d'honneur de la section du XV^e des vieux de France" : A D3 M2 30, affiche – fut battu dès le premier tour ; il le fut à nouveau lors des élections législatives de 1936, mais se maintint au second tour, après être arrivé en cinquième position.

³. Voir aux A. Par., D3 M2 30, *La République sociale. Organe des travailleurs du XV^e* (journal dirigé par Marceau Pivert) du 20 avril 1935. On y lit, avant la présentation d'un programme assez peu original, ces quelques lignes : "Javel est loin d'être un quartier favorisé. Pour la plupart des Parisiens, c'est un coin perdu, difficilement accessible, par suite de la rareté des moyens de transport. Les Topazes du Conseil municipal réservent leur sollicitude aux riches quartiers du centre et se soucient fort peu des circonscriptions prolétariennes."

⁴. Voir la notice, rédigée par Nathalie Viet-Depaule, du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, t. 36, p. 354-355.

⁵. Brochure électorale, A. Par., D3 M2 30, citations p. 4, 11 et 15. Duteil l'emporta facilement au second tour sur le candidat d'union nationale grâce aux voix de gauche. Précisons que le quartier, d'après le recensement de 1931, comptait 41.381 habitants : voir Edouard Combes, *op. cit.*, p. 215.

offensive communiste. Dans une rubrique de *L'Humanité* : "A travers les circonscriptions parisiennes", Fernand Fontenay signe un article intitulé : "Attaché aux libertés et à la paix, le Xe chassera les marquis d'Aramon et de Tastes et l'ami de Laval, Boucheron". Le commentaire est délibérément simplificateur, voire outrancier :

"Deux fascistes, le marquis Bertrand Sauvan d'Aramon, et le marquis (encore!) de Tastes, devraient être renvoyés à leurs châteaux par les électeurs du Xe. Ils feront bien aussi d'éliminer le sieur Boucheron, homme de Laval.

C'est contre ces trois indésirables que nos candidats : Auguste Dobel, Jules Fourier et Charles Michels mènent une lutte vigoureuse.

Le Xe arrondissement, secteur populaire par excellence, avec ses milliers de petits commerçants frappés par la crise, ses nombreux employés et ouvriers des services publics, ses prolétaires des grandes entreprises : Citroën, la S.I.T., Levasseur, Thomson etc... doit se donner des représentants capables de défendre les intérêts des masses laborieuses. Et c'est parce que le quinzième veut préserver la liberté et défendre la paix, qu'il se doit d'écarter un Boucheron, serviteur de l'homme qui a saboté cette paix ; un de Tastes, qui parlait en février d'établir un gouvernement provisoire à l'Hôtel de Ville ; un d'Aramon, également homme du 6 février."

A propos des deux circonscriptions qui nous intéressent ici, celles de Saint-Lambert-Javel et Javel-Grenelle, le journaliste fournit quelques précisions supplémentaires. S'il se contente, pour l'essentiel, de vanter Charles Michel [*sic*] pour son action syndicale à la tête de la fédération des Cuirs et Peaux, il évoque davantage le climat de la première circonscription, où se produit, à l'en croire, une "grande poussée en faveur du front populaire" et du candidat communiste,

notre excellent camarade Auguste Dobel, habitant de l'arrondissement depuis toujours, actif militant de plus en plus populaire dans le quinzième. Il s'adresse à toutes les catégories de la population laborieuse, et récemment, une belle assemblée de facteurs du Xe, flétrissant d'Aramon, se prononçait pour le représentant du parti communiste. [...] D'Aramon mène à son habitude une campagne – comme disent les gens du Xe – «à coups de pot-au-feu et à coups de rouge.» Mais les petites gens pensent que le gendre du riche banquier Stern n'est pas qualifié pour les défendre. Dobel doit être élu au second tour."¹

A l'issue du premier tour, la poussée communiste se fit nettement sentir. Dans un entrefilet, *L'Echo de Paris*, soutien inconditionnel des candidats "nationaux", sous l'impulsion d'Henri de Kérillis, élu pour sa part à Neuilly, écrivit avec brutalité :

"MM. Bertrand d'Aramon, Lionel de Tastes et Georges Boucheron continuent la bataille contre les candidats communistes qui se sont placés en tête du Front populaire. Le 15e arrondissement dira dimanche prochain s'il entend rester à l'Union nationale ou passer sous la dictature de Moscou. Pas une voix nationale ne doit manquer à MM. Bertrand d'Aramon, Lionel de Tastes et Georges Boucheron."²

Alors que Jules Fourier l'emporta par un peu plus de 500 voix d'avance sur Lionel de Tastes, les deux circonscriptions dans lesquelles était compris le quartier de Javel se comportèrent différemment. Bertrand d'Aramon conserva son siège, alors que le total des voix de gauche était supérieur au sien, avec plus

¹ *L'Humanité*, 15 avril 1936, p. 1 et 2.

² *L'Echo de Paris*, 30 avril 1936, p. 2.

de 1500 voix d'avance¹. En revanche, Charles Michels, arrivé en tête des candidats de gauche (dont Marceau Pivert² et Louis Duteil), donna au Parti communiste, au second tour, face à Georges Boucheron, largement devancé par près de deux mille sept cent voix, et Bernard Lafay, sur qui se portèrent 732 suffrages, sa première victoire législative à Javel³.

Sur l'avant-guerre, les données n'abondent pas. Mais aucun scrutin parisien ne se déroulant après les élections législatives de 1936, ce sont un ancien communiste, un communiste et un homme de droite qui représentent le quartier à l'Hôtel de Ville et à la Chambre. Charles Michels, réélu en 1937 à la tête de la fédération CGT des Cuirs et Peaux fut, avec les autres députés communistes qui avaient refusé de se désolidariser de leur parti, déchu de son mandat en janvier 1940. Quant à Bertrand d'Aramon, il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Sous le régime de Vichy, il fut nommé conseiller municipal, tandis que, de manière plus surprenante, Louis Duteil fut maintenu à l'Hôtel de Ville, et resta conseiller municipal jusqu'en 1944⁴. Dans l'intervalle, Charles Michels, après avoir été interné en octobre 1940 avec de nombreux élus locaux communistes⁶, avait été fusillé à Châteaubriant, le 22 octobre 1941. Sa mémoire fut saluée après la Libération, la place et la station de métro Beaugrenelle portant son nom, à compter des 21 octobre 1944 et 14 juillet 1945⁵.

Marquée par un incontestable ancrage à gauche, l'histoire politique du quartier de Javel reflète dans une certaine mesure l'histoire de la gauche et de l'extrême-gauche parisiennes. Mais il ne s'agit pas là d'un bastion aussi célèbre que ceux des arrondissements de l'Est. Excentré et obscur, sans passé politique prestigieux, le quartier a d'abord vécu sur un mode semi-agreste, avant de connaître une progressive, puis spectaculaire industrialisation. Son isolement

¹ . *L'Echo de Paris* avait prévu sa réélection, mais avec un plus faible écart : voir le numéro du 2 mai, p. 2. Il obtint 12.331 voix et Dobel 10.787 : voir *Le Temps*, 5 mai 1936, p. 1.

² . Sur les liens de ce dernier, déjà présent en 1932, avec l'arrondissement et le rôle politique qu'il y joua, on trouvera quelques indications dans la notice due à Justinien Raymond : *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, t. 39, p. 27.

³ . *L'Humanité*, le 4 mai, pavoisa en annonçant les résultats des candidats communistes, et, en première page, mentionna les deux battus du quinzième arrondissement : "DE TASTES et BOUCHERON, réactionnaires, sont chassés du XV^e par nos camarades Michels et Fourier". Michels recueillit 6614 voix, et Boucheron 3924 : voir *Le Temps*, *loc. cit.*

⁴ . Voir Philippe Nivet, *Le Conseil municipal de Paris de 1944 à 1977*, *op. cit.*, t. I, p. 21. Le seul conseiller municipal du quinzième arrondissement qui fut exclu de l'Hôtel de Ville fut le socialiste Armand Leroux. Louis Duteil et Bertrand d'Aramon furent frappés d'inéligibilité à la Libération : voir respectivement la notice de Justinien Raymond et le *Dictionnaire des parlementaires français – 1940-1958*, Paris, La Documentation française, t. I, 1988, p. 393.

⁶ . Voir l'étude de Nadia Ténine-Michel sur le centre d'Aincourt, en Seine-et-Oise dans *Les communistes français de Munich à Châteaubriant*, sous la direction de Jean-Pierre Rioux, Antoine Prost et Jean-Pierre Azéma, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1987, p. 184.

⁵ . Voir Jean-Pierre A. Bernard, *Paris rouge 1944-1964. Les communistes français dans la capitale*, Seyssel, Champ Vallon, 1991, p. 36 et 39. Le nom de Jean-Pierre Timbaud, également fusillé à Châteaubriant, fut donné à la rue d'Angoulême, dans le 11^e arrondissement, près de laquelle il avait passé son enfance : voir la notice citée de Nathalie Viet-Depaule et le livre de Lucien Monjaudis, *op. cit.*, p. 21.

relatif a favorisé la constitution d'une sorte de fief d'extrême-gauche, tenu par les blanquistes – très minoritaires à Paris – de la fin des années 1880 à 1910. La période suivante est plus difficile à définir, malgré la progression communiste de l'après-guerre, qui se heurte à de fortes résistances, et débouche, à l'échelle du quartier, sur une dissidence. Il est vrai que le phénomène, estompé en 1936, a pu être accentué par le caractère spécifique du mandat municipal. En outre, de ce point de vue, à partir de 1900, la longévité électorale des conseillers municipaux contraste avec le caractère plus fugitif des mandats législatifs, les députés n'appartenant pas tous à la gauche et à l'extrême-gauche, en particulier du fait des variations du découpage électoral. Par la suite, les modifications sociologiques et politiques intervenues à Paris ont peu à peu contribué à fondre le quartier, dont l'aspect a considérablement changé durant les vingt dernières années, dans le vaste ensemble conservateur et modéré que constitue désormais la quasi-totalité de la capitale.

L'office universitaire de recherche socialiste (OURS)
vient de publier un cahier intitulé :

**Propagande et formation
au Parti socialiste SFIO (1905-1969)**

Cahier de l'OURS, n° 211, mai-juin 1993, 44 p.